

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°340  
24 Mai 2023  
ISSN 1245-0286

## ***Intervention du courant Front Unique au Conseil national de la FSU (23/05/2023)***

Le 14 avril, Macron a promulgué sa loi contre les retraites quelques instants après sa validation par le conseil constitutionnel. Pour les travailleurs qui ont manifesté pendant 3 mois par centaines de milliers, c'est une dure défaite. Dès le 1<sup>er</sup> septembre, la contre-réforme imposera ses premiers terribles effets.

Avec la fermeture des régimes spéciaux, le gouvernement sort vainqueur d'une confrontation qui a débuté en 1995 face aux corporations les plus combattives du prolétariat comme les cheminots, la RATP.

Fort de cette victoire, Macron est reparti à l'offensive pour continuer à lamener nos acquis sociaux.

Alors il faut tirer les leçons de cette défaite, faire le bilan de la stratégie de l'intersyndicale. Pour défaire le gouvernement, il fallait aller là où cela se décide. C'est pourquoi dès le début, *Front Unique* a expliqué que la responsabilité des organisations syndicales était d'organiser la manifestation centrale devant l'Assemblée Nationale pour empêcher le vote de la loi.

L'intersyndicale s'y est constamment opposée en proposant une succession de journées d'action, de grèves reconductibles, de blocages, un scénario qui a toujours conduit à la défaite comme en 2003, 2010 et 2019. Elle a tourné le dos à l'affrontement réel avec le gouvernement.

Ainsi, le 16 février, alors que l'Assemblée nationale était en pleine discussion sur cette réforme, les dirigeants syndicaux sont allés manifester ... à Albi, à 700 km du Palais Bourbon. Après le coup de force du 49 ter, ils ont refusé d'appeler à toute « GROSSE manifestation à Paris » le lundi 20 mars, comme l'a expliqué le secrétaire général de la FSU dans un mail au CDFN. Or c'était le jour où par le jeu des motions de censure, la loi devait être définitivement adoptée.

L'intersyndicale a laissé la rue à un déploiement inédit de la police pour protéger les centres du pouvoir. Elle s'est tue face à la répression des manifestants, comme elle s'est tue face au déchaînement de la violence policière à Sainte-Soline, le 25 mars.

Les directions syndicales nient cette défaite et appellent à de nouvelles actions comme le 6 juin. Mais en même temps, elles confortent la 1<sup>ère</sup> ministre Borne en acceptant son invitation des 16 et 17 mai.

Pour le gouvernement Macron-Borne, ce qui est à l'ordre du jour, c'est d'obtenir des directions syndicales une caution à la mise en œuvre de sa politique ultra-réactionnaire contre les travailleurs et la jeunesse ; à commencer par la promulgation des 31 décrets de sa loi retraites pour qu'elle s'applique au plus vite.

Ce gouvernement déploie une politique de plus en plus raciste, xénophobe et répressive : l'opération « Wuambushu » à Mayotte, le recensement du taux "d'absentéisme" le jour de l'Aïd et de plus en plus de collègues sont en butte à la répression syndicale.

Il mène une attaque en règle contre l'enseignement professionnel pour livrer les jeunes des milieux populaires à l'exploitation dès leur plus jeune âge. 80 filières seront fermées dès la rentrée et les professeurs concernés doivent se trouver un point de chute.

Comme l'ensemble des travailleurs, les fonctionnaires connaissent une énorme perte de pouvoir d'achat. L'indexation du point d'indice sur l'inflation est une revendication évidente et d'une actualité brûlante.

Mais les discussions avec le ministre de la fonction publique ont un tout autre objectif : « valoriser le mérite », recruter localement les agents publics, par la voie de l'apprentissage, la validation des acquis. Bref en finir avec le statut de fonctionnaire. La déclinaison du plan Guérini dans l'enseignement c'est le « pacte », qui met en concurrence les personnels. Travailler plus pour ne pas voir son niveau de vie s'effondrer.

Le gouvernement veut aussi lancer une concertation avec les syndicats pour imposer le SNU (*Service national universel*) en classe de seconde et de Première CAP, à travers des projets d'établissements et intégrés dans les nouvelles missions du « pacte enseignant ».

Tirer le bilan des retraites signifie qu'il n'est pas possible de pactiser avec ce gouvernement.

**Cela signifie pour la FSU et ses syndicats :**

- **exiger l'abrogation de la loi retraites,**
- **et donc refuser toute concertation sur ses décrets d'application,**
- **refuser de participer à la concertation Guérini sur la liquidation du statut des fonctionnaires,**
- **exiger le retrait pur et simple de la réforme liquidation des LP,**
- **exiger le retrait pur et simple du « pacte » enseignant et bien sûr également celui du SNU.**